

Le boom de la modernité

Les armes à feu comme moteur du progrès technique, la guerre comme moteur de l'expansion : retour sur les origines du travail abstrait

par Robert Kurz

(Paru dans la revue allemande *JungleWorld* du 9 janvier 2002)

Il est un mythe tenace entre tous, issu des Lumières, selon lequel le système moderne de production de marchandises aurait émergé d'un « processus de civilisation » (Norbert Elias) et résulterait, en rupture avec la culture barbare de ce que l'on nomme le Moyen Age, d'une combinaison du doux commerce, de l'industriel esprit bourgeois et d'un certain nombre d'audacieuses inventions et découvertes scientifiques permettant l'amélioration du bien-être des hommes. Quant à l'auteur de tous ces bienfaits, s'autoproclamant « sujet autonome » moderne, il se serait de lui-même émancipé des chaînes de la paysannerie féodale afin de jouir de la « liberté individuelle ». Quel dommage, vraiment, que le fruit d'une telle combinaison de pures vertus et de progrès soit caractérisé par la pauvreté de masse, la misère, les guerres et les crises globales, et la destruction complète du monde !

La nature destructrice et meurtrière de la société moderne nous invite à en chercher les origines ailleurs que dans cette fable idéologique officielle. Depuis que Max Weber a mis en évidence le lien philosophique entre protestantisme et capitalisme, le récit des débuts de la modernité n'a été que très grossièrement interrogé, et jamais de façon critique.

Par une sorte de « ruse de la raison » bourgeoise, les concepts et les phases de développement aboutissant au monde moderne ont été en grande partie occultés afin que puisse briller d'une pureté trompeuse l'aube de la liberté bourgeoise et du capitalisme marchand déchaîné.

Une autre approche de l'histoire est toutefois possible, suivant laquelle les origines du capitalisme à l'époque prémoderne ne se trouveraient nullement dans une expansion pacifique des marchés mais seraient au contraire de nature militaro-économique. En effet, on connaissait dès l'Antiquité l'usage de la monnaie et les échanges de marchandises, le commerce extérieur et les marchés à plus ou moins grande échelle, sans pour autant qu'apparaisse jamais l'économie de marché totalitaire moderne. Car, comme l'a bien vu Marx, ces échanges restaient cantonnés à des « niches économiques » en marge de l'économie paysanne de subsistance. On trouve même chez Weber l'idée bien établie que les causes du décollage d'un système où l'argent est un « sujet automate » (Marx) s'auto-reproduisant ne peuvent résider dans la seule révolution intellectuelle protestante mais devraient être recherchées peut-être du côté de l'invention des armes à feu et des premiers pas des institutions militaires modernes.

Mais Weber, nostalgique notoire de l'impérialisme allemand, n'avait évidemment guère de raison d'affiner et de systématiser cette idée. Quant à l'historien Werner Sombart, s'il avait avec *Krieg und Kapitalismus* (1913) explicitement attiré l'attention sur les racines militaro-économiques de la modernité, lui non plus ne poussa pas plus avant dans cette direction, devenant même peu après l'un des plus fervents partisans de la guerre et, en bon antisémite, rejoignant ensuite les nazis. Un demi-siècle devait s'écouler avant que le lien entre genèse du capitalisme et « économie politique des armes à feu » ne resurgisse, en allemand sous la plume de l'économiste Karl Georg Zinn (*Kanon und Pest*, 1989) et en anglais sous celle de l'historien Geoffrey Parker (*The Military Revolution*,

1988). Bien que ces travaux contiennent des éléments accablants, ils ne sont toutefois pas exempts de traits apologétiques. La récit enjolivé de la modernisation, tel que nous l'ont légué les Lumières, continue d'embrumer nos esprits.

Les insuffisances du matérialisme historique

On pourrait penser que l'une des tâches de la critique radicale d'obédience marxiste consiste à se saisir de ce que la théorie bourgeoise a passé sous silence et à le développer. Après tout, Marx lui-même n'avait-il pas analysé non seulement la logique destructrice du « sujet automate » incluse dans une forme sociale (le « travail abstrait ») détachée des besoins, mais également – notamment dans le chapitre du *Capital* traitant de la « prétendue “accumulation initiale” » – décrit sans fard l'histoire rien moins que civilisée du capitalisme ?

Malheureusement, même dans cette description, les origines militaro-économiques de la logique capitaliste demeurent sous-estimées. Et, après la mort de Marx, le marxisme se garda bien d'effleurer la question ; l'histoire des phases préindustrielles de mise en place du système de production était dérangeante car étrangement ambiguë, y compris sous l'angle de la doctrine marxiste.

En fait, l'une des raisons pour lesquelles cette corrélation, si inacceptable aux yeux des apologistes bourgeois, devait être laissée de côté même par les marxistes réside dans la théorie marxienne. Un élément essentiel du matérialisme historique consiste à montrer l'histoire comme une succession de phases de développement « nécessaires » où le capitalisme vient trouver sa place et se voit même confier une « mission civilisatrice » (Marx). Cette vision, que nous ont transmise la philosophie bourgeoise des Lumières et Hegel, puis qui se concrétisa dans le socialisme, s'accorde pourtant très mal avec une historiographie anti-civilisatrice dans laquelle le capital arrive au monde – selon les mots de Marx – « dégoulinant de sang et de saleté par tous ses pores ».

A fortiori allait-il à l'encontre du matérialisme historique d'imaginer que la logique de l'exploitation et du travail abstrait ne soit pas née du développement des forces productives « dans le sein même » des sociétés agraires prémodernes, mais, au contraire, du seul « développement de forces destructrices » prenant la forme d'un principe extérieur qui s'impose à l'économie agricole de subsistance et l'étouffe au lieu de se développer à partir de ses bases étroites.

Les marxistes, afin de ne pas mettre en péril leur philosophie métathéorique de l'histoire, laissèrent donc dans l'ombre le récit des phases primitives du capitalisme ou le déclarèrent mensonger. Il faut voir là, de toute évidence, la peur de donner du blé à moudre à la pensée réactionnaire. Mais il s'agit d'une fausse alternative, de celles qui jaillissent sans cesse des contradictions de l'idéologie bourgeoise. La mythologie du progrès forgée par les Lumières, d'une part, le pessimisme culturel réactionnaire et le romantisme champêtre, de l'autre, sont les deux faces d'une même médaille. La quête d'une ontologie positive est à la base de ces deux visions de l'histoire.

Si l'on fait l'hypothèse que la pulsion négative prévaut et permet de « renverser tous les rapports où la nature humaine est dégradée » (Marx), alors nulle construction ontologique n'est nécessaire. On serait tenté d'en conclure que les concepts du matérialisme historique ne sont valides que pour la seule forme sociale capitaliste. Quoiqu'il en soit, la question se pose de savoir comment au juste le mode de production capitaliste a pu émerger de l'« économie politique des armes à feu ».

Des armes déloyales

Un jour du XIV^{ème} siècle, dans un laboratoire d'alchimie du sud-ouest de l'Allemagne, retentit une puissante explosion ; un imprudent mélange de salpêtre, de soufre et d'autres substances chimiques venait de détoner. Si nous ne savons pas grand-chose de l'auteur de cette expérience – un moine curieux du nom de Berthold Schwarz – elle constitue certainement le coup d'envoi de l'ère moderne. Les Chinois connaissaient depuis longtemps la composition de la poudre à canon, qu'ils n'utilisaient pas seulement pour réaliser de splendides feux d'artifice mais aussi, à l'occasion, à des fins militaires. Toutefois, ils n'imaginèrent pas de s'en servir pour envoyer des projectiles explosifs à distance, une application aux effets d'une portée (littéralement) considérable. C'est aux fervents chrétiens d'Europe qu'il reviendrait de s'en emparer. La première utilisation d'armes à feu enregistrée dans les annales historiques date de 1334, lorsque Nicolas I^{er}, évêque de Constance, défendit grâce à elles la cité de Meersburg.

Ainsi naquit ce qui reste aujourd'hui l'instrument de meurtre le plus couramment utilisé. Cette invention entraîna d'abord une « révolution militaire » (Parker) qui marqua l'essor de l'Occident dans l'histoire. Dès le Moyen Age, on avait entrevu les conséquences pour l'ordre social traditionnel de l'efficacité des armes de distance. De sérieuses réserves idéologiques avaient été émises lorsque, vers l'an 1000, l'arbalète avait débarqué d'Orient ; et, en 1139, le deuxième concile du Latran en interdisait l'usage, la qualifiant d'« arme déloyale ». Elle devint logiquement l'arme des voleurs, des hors-la-loi et des rebelles.

Du point de vue militaire, les armes à feu rendirent la fière tradition de la chevalerie en armure tout à fait ridicule. L'écrivain allemand Grimmelshausen, évoquant au travers des *Aventures de Simplicius Simplicissimus* l'ascension d'un jeune paysan dans la hiérarchie militaire durant la guerre de Trente Ans, remarque :

« Ce qui fit de moi un homme si puissant fut le fait que le plus rustre garçon de ferme possède de nos jours le moyen d'abattre les héros les plus braves du monde. Si, en revanche, la poudre n'eût pas été inventée, je me serais trouvé en bien mauvaise posture. »

Les « tubes cracheurs de fumée » n'allaient pas demeurer longtemps aux mains d'une poignée d'amateurs. Car, aussitôt leur supériorité mise en évidence, ces armes nouvelles devenaient indispensables. Redoutant de rester à la traîne, petits et grands seigneurs s'entourèrent des miraculeux canons. Nul concile n'y pouvait plus rien. Le savoir-faire relatif aux nouveaux engins de mort se répandit comme une traînée de poudre. Dans les milieux artisanaux relativement avancés de l'Italie du Nord de la Renaissance, notamment, la technologie des armes à feu fit de rapides progrès. Les réalisations et les découvertes de cette prime enfance de l'ère moderne sont toutes liées d'une façon ou d'une autre à l'art de construire et d'utiliser les canons.

Le juriste et poète italien Antonio Cornazzano décrit, à la fin du XV^{ème} siècle, le rôle décisif des armes à feu et chante les louanges de

« *Madama la bombardarda*, qui a pour fils le mousquet. Cet art diabolique, qui a éliminé tous les autres, livre à leurs ennemis les places fortes, et chacun tremble devant ses armées tonnantes. » (Cité par Rudolf zur Lippe, 1988, p. 37)

On mettait au point des mousquets toujours meilleurs et, surtout, des canons toujours plus gros, tirant toujours plus loin. Les plus fameuses pièces d'artillerie avaient leur petit nom. Par réaction, on développa de nouveaux types de fortifications. Bref, la première vague de modernisation coïncida avec une course aux armements, coïncidence appelée à se répéter à plusieurs reprises au cours de l'histoire comme une caractéristique essentielle de la modernité. Plus les canons et

les remparts prenaient d'ampleur et se complexifiaient, plus il apparaissait que la « révolution militaire » altérerait la nature même de la société.

La machine militaire hors-sol

Il devint vite évident, en effet, que l'invention des armes à feu ne se limiterait pas à un simple changement de technologie militaire. Les bouleversements qu'elle entraîna dans l'organisation et la logistique de la guerre se firent sentir également, et beaucoup plus profondément, au niveau des rapports sociaux. Jusqu'alors, l'organisation civile et militaire avait été semblable dans presque toutes les sociétés agraires : chaque citoyen libre était susceptible de prendre les armes chaque fois que le besoin de soldats se faisait sentir. Mais seules les plus hautes instances – empereur, roi, duc, consul etc. – détenaient le privilège de lever une armée en lançant un « appel aux armes » et de mener une campagne militaire. En dehors de ces circonstances, il n'existait généralement aucune structure militaire digne de ce nom. Et même les armées plus ou moins permanentes et puissantes des grands empires tels que la Chine ou le Bas-Empire romain, aussi sophistiquées et coûteuses qu'elles aient été, ne laissèrent sur les méthodes de production et le mode de vie qu'une empreinte superficielle.

C'est la question de l'équipement qui constitue la nouveauté essentielle. Les armes du guerrier prémoderne lui appartenaient ; il les portait avec lui et les gardait à la maison. Casques, boucliers et épées pouvaient être forgés par n'importe quel forgeron de village, et le moindre berger savait fabriquer un arc ou une fronde. La guerre pouvait s'appuyer sur une logistique entièrement décentralisée s'accordant au caractère décentralisé de la civilisation agraire où le prince, fût-il un despote, n'avait qu'une influence limitée sur la sphère de la vie quotidienne.

Désormais, c'en était fini de tout cela. Fabriquer les fusils, et surtout les canons, dans chaque village n'était plus envisageable, pas plus qu'il n'était possible à un homme de les garder chez soi ou de les transporter seul. Les instruments de mort avaient soudain grandi, dépassant le cadre de l'expérience humaine. De ce point de vue, le canon figure l'archétype de la modernité : c'est très exactement un outil qui finit par dominer son créateur. Une industrie de l'armement et de la mort prit naissance qui préfigurait l'industrialisation prochaine et dont la société moderne, y compris dans sa phase actuelle de démocratie de marché mondialisé, ne put jamais effacer complètement l'odeur de cadavre.

L'appareil militaire commença à se détacher de l'organisation sociale. La guerre devint un métier à part entière et les armées des institutions permanentes tendant à dominer le reste de la société, comme le montre Geoffrey Parker dans son étude :

« Dans le cadre de cette évolution, on vit la taille des armées augmenter notablement dans toute l'Europe, plusieurs Etats voyant leurs effectifs militaires multipliés par dix entre 1500 et 1700, et il fallut adopter, pour mettre ces troupes en mouvement, des stratégies plus ambitieuses et plus complexes [...]. En définitive, [la] révolution militaire accentua de façon spectaculaire l'impact de la guerre sur la société : avec des armées plus nombreuses, les coûts de la guerre devenaient plus élevés, les dégâts plus importants et les défis posés par la gestion de ces troupes plus redoutables. » (Parker, 1988, p. 2)

Par suite, on commença à détourner à des fins belliqueuses une part sans précédent des ressources sociales. Certes, l'histoire avait déjà connu de tels accès de gaspillage militariste, mais jamais aussi durables ni prélevant un si lourd tribut sur la production sociale. Le tout nouveau complexe de l'armement et de la guerre prit rapidement le visage d'un Moloch insatiable engloutissant des

fortunes gigantesques et auquel les sociétés sacrifiaient le meilleur d'elles-mêmes. Par contraste, les cultures prémodernes, en dépit – ou peut-être à cause – de leurs chansons épiques et de leurs mœurs guerrières, apparaissent bien moins orientées vers le militarisme, et leurs guerres ressembleraient presque à d'inoffensives escarmouches.

A cet égard, Karl Georg Zinn fait une comparaison peu flatteuse pour l'époque moderne :

« Si l'on considère les progrès de l'armement à partir du XIV^{ème} siècle, le Moyen Age [...] disposait d'une puissance militaire relativement faible. La guerre et les armes pesaient beaucoup moins sur la société médiévale qu'à l'époque moderne. La part des surplus agricoles utilisée à fins de destruction demeura relativement minime pendant tout le Moyen Age, faute de quoi les moyens auraient manqué pour assurer les nécessaires progrès de l'agriculture et bâtir tant de cathédrales, forteresses et villes nouvelles. Par-dessus tout, lorsqu'on met en parallèle Moyen Age et temps modernes, la nature radicalement différente du progrès technique saute aux yeux : innovation au service de l'agriculture au Moyen Age ; souci de la défense de l'Etat et industrie du luxe, doublés d'un dédain pour les questions agricoles, aux temps modernes. » (Zinn, 1989, p. 58)

Non contente d'engloutir une part disproportionnée de la production sociale, « *Madama la bombardarda* » imprima un élan décisif à une économie monétaire jusque-là très confinée. L'avènement de l'argent comme puissance anonyme n'aurait jamais été possible par la grâce des seuls gains de productivité des secteurs agricole et artisanal. Certes, au fil des millénaires, les progrès techniques n'avaient jamais cessé, mais les gens choisissaient généralement d'employer les profits issus de l'augmentation de la productivité à améliorer leur confort et leurs plaisirs plutôt qu'à accumuler du capital-argent. Une forme aussi absurde de développement des forces productives ne pouvait être instaurée que de l'extérieur et par la contrainte, et la machine militaire hors-sol avait pour cela toutes les cartes en main.

La production des armes à feu ne pouvant plus être assurée de façon décentralisée dans le cadre d'une société agraire de subsistance, il fallut la concentrer. Même chose pour les structures militaires permanentes, dont les éléments devinrent des tueurs professionnels à temps plein incapables de se procurer leur nourriture. L'unique medium permettant de garantir la reproduction de cette machine de guerre hors-sol fut l'argent. L'abstraction de l'appareil militaire fondé sur les armes à feu et détaché des besoins matériels de la société trouva dans l'abstraction de la forme-argent son medium idéal. L'économie de guerre perpétuelle et l'autonomie structurelle grandissante des armées se traduisirent dans la société par un accroissement équivalent de la prépondérance de l'argent dans les échanges. Si divers facteurs ont, par la suite, contribué à la maintenir et à la consolider, cette emprise de l'argent est d'abord une conséquence de la « révolution militaire ».

Financeurs de guerre, condottieri et mercenaires

Les capitaines mercenaires (condottieri) des débuts de l'ère moderne et les simples artilleurs et mousquetaires qui leur obéissaient se trouvèrent, les premiers, totalement libérés des contraintes de la reproduction agraire naturelle. Par conséquent, leur existence est le prototype de la forme-sujet, première forme sociale dans l'histoire moderne à s'abstraire du principe universel du travail comme réponse aux besoins humains.

On voit clairement, dans les analyses de l'historien Rudolf zur Lippe, comment les nouveaux et sanguinaires « artisans de la mort » formèrent la matrice du salariat moderne et de sa gestion :

« La préparation d'opérations militaires [...] dut se plier à la primauté du calcul de profit. La notion d'honneur chevaleresque et la bravoure qui allait de pair avec ne trouvèrent plus preneur. [...] Devenus inutiles, les vestiges des rapports féodaux, c'est-à-dire le lien direct avec les gens et les choses pour lesquels un homme se bat, disparurent graduellement à mesure que s'éteignaient les "derniers chevaliers". [...] En effet, la plupart des guerriers étaient désormais des soldats salariés et leurs chefs étaient rémunérés sur les caisses de l'Etat. La première innovation technique d'une importance pratique décisive échut à un domaine où l'on connaissait depuis longtemps le travail abstrait et les salariés interchangeables : le canon est techniquement adapté à des guerres dont l'objectif est l'accumulation abstraite de capital. [...] Puisque le nombre de mercenaires d'une armée ne représentait rien d'autre que le nombre de gens que le commanditaire pouvait payer, il devenait logique d'évaluer les forces militaires en termes abstraits de canons et d'efficacité destructrice. » (zur Lippe, 1988, p. 37)

Ce n'est donc pas, ainsi qu'on crut le déduire ontologiquement du matérialisme historique, la vieille bourgeoisie commerciale qui se servit de l'invention des armes à feu pour instaurer le règne du travail abstrait. Ce n'est pas la machine à tuer abstraite, le canon, qui vint répondre à un principe d'accumulation du capital déjà en place. A l'inverse, l'émergence de la forme-intérêt découla de la « révolution militaire » et de son impact sur la société.

A ce stade, le matérialisme historique aurait dû s'effondrer, son hypothèse d'une « base économique » – à savoir les prémices du capital marchand moderne – entrant en collision avec la dialectique des « forces productives et des rapports de production », laquelle est en réalité un résultat plus tardif du mode de production capitaliste. Quelles forces productives appelèrent à l'apparition du principe abstrait d'accumulation aux premiers temps du système marchand ? L'invention de la boussole, ou peut-être celle des lunettes ? Le lien causal conjecturé n'existe pas.

En réalité, le principe abstrait d'accumulation et, par conséquent, le système de libre entreprise de l'économie monétaire moderne n'auraient jamais pu surgir directement du milieu urbain médiéval des marchands et des artisans. Cantonnés dans des niches de la société agraire, ces groupes demeuraient enfermés par les guildes et les corporations dans un système étriqué de traditions et d'obligations mutuelles. Les « marchés » de l'époque ne se caractérisaient pas par la libre concurrence, et encore moins par la logique abstraite de l'accumulation. Ce n'est que lorsque certaines dynasties de marchands – tels les puissants Fugger – acquièrent une influence croissante en tant que financeurs des guerres pour le contrôle des armes à feu, que l'intérêt commença à se porter sur l'accumulation de montagnes d'argent. Créanciers des princes, ces financiers investissaient là où ils escomptaient obtenir en retour les butins les plus démesurés. Les capitaines mercenaires personnifient également ce calcul de rentabilité détaché de tout besoin social. La rationalité abstraite de l'économie moderne n'est pas née d'un désir de bien-être général ; elle a jailli de la gueule des fusils et des canons manœuvrés par des tueurs et des incendiaires professionnels.

D'une certaine façon, le maniement des mousquets et des canons s'apparente à une forme primitive de « travail abstrait ». De nos jours, la plupart des gens semblent paralysés par cette expression dont le sens est pourtant simple. Le « travail abstrait » désigne toute activité conduite pour l'argent, où le gain d'argent est le facteur décisif et où, par conséquent, la nature des tâches à effectuer devient relativement indifférente. La subjectivité monétaire moderne, sous sa forme inédite, a poussé cette indifférence jusqu'au déni de la mort même, y compris la sienne propre. L'objectivation du monde dans la seule optique du profit indifférent entraîne le risque mortel de l'auto-objectivation. Le sujet-objet historique trouve son prototype dans les riches financeurs comme dans les simples ouvriers de la nouvelle industrie de mort, dans le capitaine mercenaire (autrement dit, le chef d'entreprise) comme dans le soldat (le salarié). Peu importe contre qui et pourquoi l'on est en guerre, dans quel secteur de production l'argent est investi ou quelle sorte de travail on accomplit ; du moment qu'il y a du fric à gagner, peu importe combien de mondes sont détruits.

Ce nihilisme de l'argent se cacha au début sous des masques bucoliques. Avant *Kohle* (charbon), le premier mot d'argot désignant en allemand l'intérêt abstrait pour l'argent fut *Heu* (foin, à comparer au français « blé »). Cela apparaît dans cette chanson de lansquenets qui ne se soucient que de ramasser du « blé », sans autre considération :

« Nous, on se fiche bien
De l'Empire romain.
Qu'il meure aujourd'hui ou demain,
ça ne nous fait ni chaud ni froid.
Et s'il tombe en morceaux,
Pourvu qu'on nous donne du blé,
On tressera une belle corde
Pour le rafistoler. »

*(Wir haben keine Sorgen
Wohl um das röm'sche Reich
Es sterb heut oder morgen,
Das gilt uns alles gleich.
Und ging es auch in Stücke,
Wenn nur das Heu gerät,
Draus drehen wir ein Stricke,
Der es zusammen näht.)*

Parce qu'il perdait le contact avec l'appareil social de production, le simple soldat des institutions militaires naissantes devint à la fois une brute sauvage et un objet de mépris. Il fut aussi le premier à connaître le chômage. Quand il ne restait plus d'argent dans les coffres des seigneurs de guerre, les emplois dans l'armée s'évaporaient. Mousquetaires et artilleurs furent victimes de licenciements massifs, se retrouvant, sans aucun filet de protection, littéralement jetés à la rue où ils formèrent des hordes redoutables de vagabonds, de voleurs, voire d'assassins. La figure du soldat sans attaches et souvent sans emploi s'imposa comme un phénomène de masse.

La monétisation de la société

Le butin et les emprunts contractés auprès des financiers ne suffisaient cependant pas à faire tourner la machine militaire indéfiniment. Afin de l'alimenter, on dut détourner entièrement la reproduction sociale et, en même temps, l'assujettir à la forme-argent. Cela voulait dire, tout d'abord, passer d'un principe de prélèvements en nature à un principe de taxes monétaires. Tandis que, de tout temps, les premiers avaient été liés aux revenus agricoles réels, les seconds s'affranchirent complètement des conditions naturelles et firent entrer la logique de l'appareil militaire dans la vie quotidienne.

Sous l'empire des armes à feu, l'insatiable appétit d'argent devint déterminant. Selon de récents calculs, la charge fiscale augmenta d'au moins 2200% entre le XV^{ème} et le XVIII^{ème} siècle. La détresse des gens obligés de se plier à la forme-argent est attestée par de nombreuses sources.

Rousseau, pour ne mentionner que lui, raconte dans ses *Confessions* comment il prit conscience des souffrances et de l'épuisement des paysans rencontrés au cours de ses vagabondages de jeunesse :

« Après plusieurs heures [...], las et mourant de soif et de faim, j'entrai chez un paysan [et] priai celui-ci de me donner à dîner en payant. Il m'offrit du lait écrémé et du gros pain d'orge, en me disant que c'était tout ce qu'il avait [...]. Ce paysan, qui m'examinait, jugea de la vérité

de mon histoire par celle de mon appétit. Tout de suite après m'avoir dit qu'il voyait bien que j'étais un bon jeune honnête homme qui n'était pas là pour le vendre, il ouvrit une petite trappe à côté de sa cuisine, descendit, et revint un moment après avec un bon pain bis de pur froment [...] et une bouteille de vin [...]. Quand ce vint à payer, voilà son inquiétude et ses craintes qui le reprennent ; il ne voulait point de mon argent, il le repoussait avec un trouble extraordinaire ; et [...] je ne pouvais imaginer de quoi il avait peur. Enfin, il prononça en frémissant ces mots terribles de Commis et de Rats-de-Cave. Il me fit entendre qu'il cachait son vin à cause des aides, qu'il cachait son pain à cause de la taille, et qu'il serait un homme perdu si l'on pouvait se douter qu'il ne mourût pas de faim. [...] Je sortis de sa maison aussi indigné qu'attendri, et déplorant le sort de ces belles contrées à qui la nature n'a prodigué ses dons que pour en faire la proie des barbares publicains. » (Livre IV)

Ces « Commis » et « Rats-de-Cave », autre prototype du libre entrepreneur faisant pendant aux condottieri et aux financeurs de guerre, achetaient auprès de l'Etat, pour une somme forfaitaire, le privilège de percevoir les taxes. Et, à ceux qui ne pouvaient pas payer, on prenait leur dernière vache ou leurs outils afin d'en tirer quelque argent.

Mais la transformation des produits de la nature en impôts monétaires et l'augmentation exorbitante de ceux-ci ne satisfaisaient toujours pas la machine de guerre avide d'argent. Les despotes militaires des débuts de l'ère moderne durent mettre en place leur propre appareil de production – extérieur au système des guildes et des corporations – dont le but n'était plus la satisfaction des besoins mais uniquement le gain d'argent. Ces manufactures et plantations d'Etat s'adressaient, pour la première fois, à un vaste marché anonyme, condition préalable à l'instauration de la libre concurrence. Et comme personne n'était volontaire pour se soumettre au salariat sous-payé, on employa des forçats, des prisonniers attardés mentaux et, dans les régions périphériques, des esclaves. On alla jusqu'à inventer des infractions afin d'obtenir les masses de travailleurs nécessaires. Ces messieurs les administrateurs des maisons de travail disciplinaires (*workhouses*) qui se multiplièrent durant la phase de monétisation forcée de la société et de mise en place du marché libre, complètent notre galerie des figures prototypiques de la libre entreprise.

Guerre de fondation de l'Etat

Les condottieri qui, avec leurs troupes, se mettaient à la disposition du prince ou de la cité offrant la meilleure rétribution, n'étaient qu'un phénomène transitoire. D'abord simples clients, les administrations princières ne tardèrent pas à prendre elles-mêmes les choses en main. Ce qui allait devenir une loi du développement de l'économie moderne se vérifia en premier lieu dans le cas des puissances belligérantes équipées d'armes à feu : les gros poissons dévorèrent les petits.

A peine nés et mis en mouvement par la dynamique auto-entretenu de la « révolution militaire », les Etats prémodernes se heurtèrent dans leurs élans expansionnistes. Dans des bains de sang sans équivalent pour l'époque, ils jaugèrent leurs forces, pour la première fois basées très largement sur la technologie, et cherchèrent à dominer l'Europe. L'historien suisse libéral-conservateur Jacob Burckhardt a parlé très justement de la « guerre de fondation de l'Etat » des débuts de l'ère moderne, car c'est en effet à ce moment que furent posées les bases des structures de pouvoir que nous connaissons encore aujourd'hui et qu'apparut ce que nous appelons la politique, revers de la production monétisée.

Cette dynamique reçut un coup d'accélérateur avec la découverte des Amériques. A mesure que les technologies de mort modernes se développaient, la soif d'argent des machines militaires se tourna vers l'invasion coloniale des deux parties du continent américain, laquelle aurait été

impensable sans armes à feu. Des aventuriers notoires tels que Pizarro massacrèrent des peuples entiers au moyen de quelques canons et d'une bande de mousquetaires. L'économie des armes et le colonialisme se stimulèrent mutuellement. Le commerce transatlantique incessant supposa de gigantesques programmes de construction navale, lesquels, à nouveau, ne pouvaient s'appuyer que sur une économie monétaire abstraite. La « guerre de fondation de l'Etat » prit une envergure transcontinentale. Derrière la logique des canons rôdait l'ambition démesurée de dominer le monde. Ainsi, la guerre de Sept Ans qui, de 1756 à 1763, vit s'affronter la Prusse et l'Angleterre d'un côté, à l'Autriche, la Russie et la France de l'autre, peut être considérée comme une véritable guerre mondiale puisqu'elle exerça ses ravages simultanément en Europe et dans les colonies du Nouveau Monde.

L'histoire n'est plus, après cela, qu'une succession de conflits militaires qui va s'accélération. Si l'on en croit Geoffrey Parker, l'ère moderne s'avère, de toute l'histoire humaine, la moins paisible des périodes, que l'on raisonne en termes de fréquence, de durée ou de violence des affrontements armés. Concentration des structures guerrières et militarisation de l'économie s'accompagnaient d'une inévitable centralisation de la société. Si les gros poissons mangèrent les petits, ce ne fut pas seulement au plan international des conflits entre Etats ; les formes de domination furent également repensées à l'intérieur même des nations militaires. Avant le XVI^{ème} siècle, aucune administration n'avait jamais exercé ses effets jusque sur les plus basses couches de la société. En dehors du paiement des impôts, dont ils devaient s'acquitter soit en nature, soit sous forme de corvées, les gens menaient leur vie comme bon leur semblait. Des institutions autonomes et à l'autorité limitée réglaient la plupart des différends. Dans certaines vastes régions, c'étaient les paysans et les artisans qui assuraient eux-mêmes leur propre défense, ne reconnaissant aucune tutelle féodale – auquel cas le caractère répressif des institutions se résumait au cadre contraignant des liens de parenté.

La modernisation ne fut d'abord rien d'autre que la destruction, par des forces venues d'en haut ou de l'extérieur, de ces formes d'« autonomie limitée », afin d'assujettir les hommes aux nécessités de l'« économie politique des armes à feu », dans un premier temps par le biais des taxes, puis finalement en les transformant directement en unités de travail abstrait œuvrant à la production de l'argent. De la guerre des Paysans allemands des XV^{ème} et XVI^{ème} siècles aux Luddites du début du XIX^{ème}, les producteurs indépendants luttèrent désespérément pour ne pas être réduits au rôle de rouages de la machine de guerre et de son économie monétaire abstraite. Cette résistance fut étouffée dans le sang. L'Etat absolutiste érigé sur le socle de l'invention des armes à feu imposa ses exigences par la force.

L'économie hors-sol

Derrière l'omniprésente obligation moderne de gagner de l'argent se cache en fin de compte la logique explosive du canon. L'invention de celui-ci déclencha une dynamique de transformations sociales qui, à partir du XVIII^{ème} siècle, prit le dessus sur son inventeur. L'« économie politique » des institutions militaires, viable uniquement à condition de s'appuyer sur le travail abstrait, devint indépendante de ses objectifs initiaux. De la soif d'argent des despotes prémodernes naquit le principe de la « valorisation de la valeur » que, depuis le début du XIX^{ème} siècle, nous appelons capitalisme. L'armature rigide de l'Etat militaire ne fut abandonnée que pour laisser le champ libre à une machine à produire de l'argent désormais indépendante et devenue pure fin en soi – « économie hors-sol » (Karl Polanyi) ayant rompu toute amarre sociale et culturelle – et pour instaurer le règne sans partage de la concurrence anonyme.

Cette concurrence totale porte, jusque dans son vocabulaire, la marque de Caïn et trahit son origine dans la guerre totale. Ce n'est pas un hasard si Thomas Hobbes, pionnier des théories modernes

de l'Etat libéral, posa la « guerre de tous contre tous » comme la condition naturelle de l'homme. Il revint aux promoteurs des soi-disant Lumières, au XVIII^{ème} siècle, de reformuler les impératifs de l'« économie hors-sol » en une ontologie philosophique abstraite du « sujet autonome » déjà contenu, de toute façon, dans le principe totalitaire de la forme-valeur. Quant au socialisme, il se contenta d'une métaphysique de l'Etat comme pôle opposé de cette même ontologie bourgeoise, acceptant implicitement la genèse militaro-économique du monde moderne. C'est pourquoi, tout naturellement et de façon positive, les mouvements ouvriers marxistes se définirent comme les « armées du travail ».

Pour nos actuelles démocraties de marché mondialisé, les fins en soi « hors-sol » de la valorisation et du travail abstrait sont depuis longtemps intériorisées au point d'apparaître comme naturelles. Ces deux principes ont porté jusqu'à des sommets vertigineux non seulement la marchandisation de tous les aspects de l'existence mais aussi la gestion bureaucratique des hommes qui en découle. Droits et libertés, responsabilité personnelle et prétendu libre-arbitre, théories politiques et programmes de gouvernement, tout est subordonné à chaque instant à ces présupposés tacites.

La critique radicale du capitalisme restera impuissante aussi longtemps qu'elle partagera les fondements ontologiques de la conscience bourgeoise. La plupart des théoriciens de gauche sont à cet égard de fervents avocats de l'ontologie bourgeoise. De façon implicite, voire parfois en toute connaissance de cause, ils cherchent à se rassurer en faisant leur la construction idéologique des Lumières et adoptent un point de vue agnostique vis-à-vis des origines de la modernité, faisant émerger le capitalisme – contre toute vérité historique – du sein même de la société agraire.

Un mouvement d'émancipation et d'opposition à la modernité capitaliste devra, non pas perpétuer ce credo rétrograde, mais s'efforcer sérieusement de prolonger la « dialectique négative » d'Adorno et le matérialisme historique, c'est-à-dire rompre une fois pour toutes avec le sujet ontologique hérité des Lumières. Ce qui implique une réévaluation de l'histoire des débuts de l'ère moderne dont l'« économie politique des armes à feu » ne soit pas censurée.

Traduction : [Sinziana](#)

Bibliographie :

- Norbert Elias, *La Civilisation des mœurs* (1974).
- Rudolf zur Lippe, *Vom Leib zum Körper. Naturbeherrschung am Menschen in der Renaissance* (1974).
- Karl Marx, *Le Capital. Critique de l'économie politique* (1867).
- Geoffrey Parker, *The Military Revolution. Military Innovation and the Rise of the West 1500-1800* (1988).
- Karl Polanyi, *La Grande transformation* (1944).
- Werner Sombart, *Krieg und Kapitalismus* (1913).
- Max Weber, *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904-1905).
- Max Weber, *Economie et société* (1921).
- Karl Georg Zinn, *Kanon und Pest. Über die Ursprünge der Neuzeit im 15. und 16. Jahrhundert* (1989).